

Le Bureau de Paris pendant la guerre

Par **Ivan M.C.S. Elsmark**

M. ELSMARK, ancien fonctionnaire du BIT a rendu hommage dans un article paru dans la revue "Lettre aux Anciens Fonctionnaires" du Syndicat du Personnel du BIT (No. 29, mai 2001) à Aimée - Elise MOREL née Rommel qui, courageusement et solitairement, protégea le Bureau de Paris de l'occupation allemande de 1940 à 1944.

Au moment de l'invasion allemande de la France, le 15 mai 1940, le personnel du Bureau de correspondance du BIT à Paris, situé 205 boulevard Saint-Germain, avait été réduit à quatre personnes : Mlle Aimée Rommel en avait provisoirement la responsabilité; il comptait également Mlle Madeleine Péné et Mme Madeleine Decz ainsi qu'un garçon de bureau, M. Charles Néel.

Aimée Rommel avait, en 1916-17, travaillé au cabinet d'Albert Thomas alors que celui-ci, pendant la guerre, était ministre des munitions. Elle le suivit ensuite à l'Association d'Etude et de Documentation Sociale (ADES). Lorsqu'il fut élu Directeur du BIT, les locaux de l'ADES, au 74 rue de l'Université à Paris 7ème, abritèrent les bureaux du Bureau de correspondance du BIT et le 1er février 1920, Mlle Rommel fut engagée comme fonctionnaire du BIT. Le premier directeur du Bureau de Paris fut Mario Roques auquel succéda, en 1937, Fernand Maurette. A la mort de ce dernier, Mlle Rommel fut nommée responsable par intérim le 2 août 1937. En raison d'un conflit entre le Directeur du BIT, H. Butler, le Gouvernement français et les représentants des travailleurs, sur le choix d'un candidat pour le poste, celui-ci demeura vacant jusqu'en 1949.

Les autres fonctionnaires étaient Madeleine Péné, rédactrice, qui avait été engagée au BIT le 1er mars 1924 et Madeleine Decz (née Duriez), dactylographe, recrutée le 10 février 1921. Le garçon de bureau, Victor Néel avait un contrat qui avait commencé le 1er octobre 1939 et sa femme était déjà concierge de l'immeuble.

Au moment de la déclaration de guerre, le 3 septembre 1939, il avait été entendu avec le ministère du travail que le personnel du BIT serait évacué de Paris avec celui du ministère. Mais alors que ses collègues quittaient la ville, Mlle Rommel décidait de rester à Paris. Dans une lettre du 21 septembre 1939, elle rapporte qu'elle attendait la visite d'Adrien Tixier, Sous-directeur du BIT à Genève, qui déciderait des activités du Bureau de correspondance pour la durée de la guerre. Et elle ajoute : " après quatre alertes, nous sommes dans une période d'accalmie qui ne peut plus durer longtemps (...) Paris n'a pas encore trouvé son organisation définitive de guerre ". Mlle Péné la première, suivie un peu plus tard de Mme Decz et de Charles Néel, revinrent à Paris et reprirent leur travail. Les mois qui suivirent furent calmes et la vie quotidienne reprit son cours normal. C'était la "drôle de guerre".

L'offensive allemande de mai 1940 amena la guerre à son paroxysme. La bataille de France se développant, les Allemands atteignirent la Seine, menaçant Paris. Le 9 juin 1940, le personnel des ministères ainsi que les membres du corps diplomatique furent évacués. Le 12 juin, les troupes allemandes arrivèrent à vingt kilomètres de la capitale qui, le lendemain, fut déclarée ville ouverte.

Le personnel du BIT fut entraîné dans l'exode. Mlle Rommel informa Genève qu'elle fermait le Bureau de Paris et qu'elle-même et Mlle Péné partiraient pour Biarritz avec l'avant-dernier groupe. Mme Decz et M. Néel firent partie du dernier groupe qui partait pour Abilly, en Indre-et-Loire. Ce fut un épisode pénible que Mlle Rommel décrit ainsi: "Voyage inimaginable, en camionnette, en train bondé; coucher à la belle étoile ou dans les gares; repas impossibles faute de ravitaillement; alertes, mitrailleuses d'avions, etc, etc...Peu importe tout cela. La tristesse des jours que nous vivons domine tout".

La défaite française trouva son aboutissement dans un armistice, signé le 22 juin. Paris était en zone occupée dont la ligne de démarcation coupait la France en deux, de la frontière suisse, à hauteur de Genève, jusqu'à Bordeaux et, jusqu'au sud, à Saint-Jean-Pied-de-Port à la frontière espagnole. Le 10 juillet, Mlle Rommel et Mlle Péné quittèrent Biarritz et, deux jours plus tard, réoccupaient dans l'immeuble du boulevard Saint-Germain les bureaux dont la concierge avait empêché qu'ils fussent réquisitionnés. Mlle Rommel note : "Paris, devenu semblable à une ville de province le dimanche, se repeuple peu à peu". Un couvre-feu était imposé de quatre heures de l'après-midi jusqu'à cinq heures du matin.

Tandis que Mme Decz et M. Néel attendaient à Abilly un problème de transport, le travail habituel reprit tant bien que mal. Le gouvernement de Vichy se trouvant en zone libre, il consistait pour l'essentiel, à la fourniture d'informations et de services de bibliothèque, à l'achat d'ouvrages et de périodiques et à la vente de publications. Tâches conformes à l'esprit des instructions du Directeur du BIT, John Winant, qui avait demandé à l'équipe de faire preuve "d'intelligence, d'esprit d'initiative et de dévouement" dans le maintien des relations avec les Etats membres.

Un important travail d'aide humanitaire fut accompli alors par le Bureau de Paris et, en particulier par Mlle Rommel elle-même, qui vint en aide à des fonctionnaires et anciens fonctionnaires coupés de leurs familles. Parmi eux se trouvaient deux citoyens britanniques qui s'étaient fait piéger en zone occupée: l'un était Herbert Asby Stapelton, ancien sténo-dactylographe qui, sur le chemin de l'Angleterre, avait échoué à Paris; le second était James William Nixon, chef de la Section des Statistiques, qui devait rentrer à Genève. Comme ils étaient empêchés de quitter Paris, ils décidèrent de rester ensemble. Stapelton, triste et inquiet, développa bientôt les signes d'un profond abattement. Craignant une dépression, Nixon contacta un médecin de l'ambassade américaine qui certifia que Stapelton souffrait de troubles mentaux et le fit admettre à l'Hôpital psychiatrique Sainte-Anne. Mlle Rommel fit savoir plus tard qu'il y était décédé le 29 août 1941.

Nixon, de retour d'un congé en Angleterre, était arrivé le 11 juin à Paris et s'était retrouvé bloqué par l'occupation allemande. Dans l'incapacité de regagner Genève, il fut tout d'abord libre de ses mouvements et put travailler dans le cadre du Bureau de Paris. Cependant, il fut arrêté le 1er août parmi d'autres citoyens britanniques et interné à Fresnes puis, à partir d'octobre, à Saint-Denis. Dans le cadre des mesures radicales de réduction du personnel, il avait, sans le savoir, été suspendu d'office dès le 1er juillet 1940, ce qui de facto l'avait rayé des effectifs du Bureau. Etant depuis 1920 fonctionnaire britannique détaché au BIT, son statut juridique et financier était pour le moins incertain. Sa femme et ses filles, qui avaient été rapatriées en Angleterre, se trouvèrent dès lors dans une situation financière extrêmement difficile mais, finalement, le BIT leur accorda une allocation exceptionnelle pendant deux années, le temps de la durée de l'internement de Nixon.

Pendant les quatre années qui suivirent, Mlle Rommel rendit fidèlement visite à Nixon tous les quinze jours. Non seulement elle l'aidait à garder le moral, mais elle le ravitaillait en nourriture et même s'arrangeait pour lui apporter en cachette des publications du BIT sur les statistiques, ce dont il lui fut très reconnaissant. Plus tard il écrivit: " Je veux rendre un immense hommage à sa sollicitude". De son côté E.J. Phelan, Directeur par intérim, lui fit envoyer depuis Montréal, par l'entremise de la Croix-Rouge, des colis de nourriture et de tabac.

Il était devenu impossible pour le Bureau de Paris de maintenir des contacts réguliers avec le siège. Au mois d'août, la plupart du personnel avait quitté Genève pour Montréal et Tixier, dont dépendait le Bureau de Paris, était parti pour New York. A partir de ce moment la correspondance fut adressée à Henri Gallois, à Genève, via une boîte aux lettres clandestine à Annecy. Les transferts d'argent étaient devenus extrêmement difficiles et Gallois fut amené à puiser dans son compte personnel en France pour alimenter les finances du Bureau de Paris en septembre et octobre. En outre, jusqu'en mars 1941, Tixier envoya mensuellement \$50 depuis New York, jusqu'à ce que Mlle Rommel, craignant que l'argent fut confisqué, lui demande elle-même d'arrêter. Dès lors le produit des ventes de publications constitua la seule ressource du Bureau de Paris.

Bien que le Bureau de Paris fut en mesure de reprendre ses activités après l'armistice, la situation changea du tout au tout lorsque, le 10 décembre 1940, ses locaux durent loger les services de traduction du Ministère allemand des Affaires étrangères (Nebenstelle Paris des Sprachendienstes im Auswärtigen Amt). L'occupant changea les serrures et confisqua les carnets de chèques: fort heureusement, par précaution, le compte avait presque entièrement été vidé. Le personnel du BIT fut tout d'abord autorisé à occuper deux des bureaux, mais on lui demanda de fournir un service de secrétariat aux Allemands. L'occupation des lieux semble avoir été décidée à l'initiative du Dr Walter Reichhold, du Ministère des Affaires étrangères, un ancien fonctionnaire du BIT qui semble avoir agi ainsi par vengeance, à moins que, plus simplement, il n'ait été tenté de disposer de la grande bibliothèque du Bureau. Cet empiétement fut particulièrement remarqué car ni les locaux de la Cour de Justice ni ceux de la Société des Nations ne furent, à l'époque, réquisitionnés.

Le personnel du BIT n'apprécia pas la présence de Walter Reichhold. Depuis un incident survenu au Bureau de Berlin du BIT en 1933, il était connu comme le "Bildstürmer", l'iconoclaste. On rapporte en effet que le 20 décembre de cette année-là, à l'heure du déjeuner, le Dr Reichhold était entré dans le bureau des ventes des publications où travaillaient plusieurs fonctionnaires. Au cri de "Heil Hitler", il s'était rué sur une photo d'Albert Thomas, l'arrachant du mur où elle était accrochée et, toujours en vociférant "Heil Hitler" l'avait écrasée contre une chaise ! Puis il l'avait remplacée par un portrait du "Führer". L'incident avait été rapporté à Genève mais fut apparemment étouffé pour raisons politiques. Reichhold avait alors été transféré à Genève où il devait travailler comme traducteur/réviseur jusqu'à sa démission le 15 mai 1938.

Tout d'abord les Allemands ne firent qu'un usage limité des bureaux, n'y venant que quelques heures par jour pour consulter la bibliothèque. Cependant la cohabitation devint de plus en plus difficile en raison de l'attitude agressive de l'un des fonctionnaires allemands, le Dr Widloecher. La crise culmina avec deux conférences faites par un autre Allemand, le Dr Otto Bach, ancien fonctionnaire du BIT qui, les 14 et 21 février 1941 parla de "l'Echec et la mort du BIT". Elles furent suivies par une campagne de presse anti-BIT sous des titres tels que "Le BIT a fermé ses portes" et "Le BIT est mort". La réaction fut immédiate.

Le 28 février 1941, le personnel fut informé que ses fonctions étaient incompatibles avec celles du Service de traduction allemand et prié de quitter les lieux. Un fonctionnaire devait cependant rester en place pour fournir des services de secrétariat. Afin de protéger le Bureau, Mlle Rommel se proposa pour se travail mais sa demande fut rejetée. Le choix tomba sur Mlle Madeleine Péné qui fut engagée le 1er avril 1941, son contrat avec le BIT étant simultanément suspendu.

En dépit de ce revers, Mlle Rommel continua loyalement à défendre les intérêts du BIT. Elle consulta Mario Roques qui lui conseilla de "tenir dans la place et attendre les événements", une suggestion manifestement motivée par les circonstances, aussi bien matérielles que politiques. Fin mars 1941, un contact direct avec Genève fut établi grâce à une visite d'Henri Gallois. Son père étant mort dans un accident, il avait obtenu un laissez-passer pour assister aux obsèques. Il y rencontra Mlle Rommel qui lui expliqua qu'elle travaillait à présent dans son propre appartement qui, lui, avait peu de chances d'être réquisitionné. Elle ajouta que, tant que le Bureau serait réquisitionné, la Préfecture en paierait le loyer. De ce fait, les ressources nécessaires pour maintenir une activité étaient relativement modestes et pourraient être en partie couvertes par les ventes de publications qui, en 1940, avaient rapporté 43.946,80 F. Mlle Rommel avait toutefois demandé au ministère du travail d'abriter le Bureau et s'était enquis de savoir si le gouvernement accepterait d'avancer les salaires qui seraient remboursés après la guerre. Malheureusement cette solution, un moment envisagée, ne se concrétisa pas.

Avant de quitter le boulevard Saint-Germain, Mlle Rommel s'était arrangée pour dissimuler un grand nombre de livres et d'archives dans les caves de l'immeuble. Elle continua à réunir de la documentation pour le BIT et, en particulier s'efforça de tenir à jour celle qui touchait à la législation française du travail. Mlle Péné et M. Néel lui apportaient clandestinement les publications du Bureau et le concierge lui apportait le courrier adressé au BIT. De cette façon, elle put maintenir une certaine activité de ventes et le stock était renouvelé par Genève au moyen de petits paquets envoyés via Annemasse. C'est ainsi que, depuis son petit appartement du 134 rue de Tolbiac dans le 13ème arrondissement, elle continua à fournir en informations, universités, administrations gouvernementales et chercheurs. Nixon devait évoquer plus tard cet épisode de façon particulièrement vivante: "Mlle Rommel m'a dit qu'elle était restée très occupée par les demandes d'information émanant aussi bien de la zone occupée que de la zone libre et qu'elle maintenait des relations tant avec le monde officiel qu'avec celui de la clandestinité, etc. J'ai visité son appartement à la Libération. Il était minuscule (une pièce et une cuisine) et rempli jusqu'au plafond de dossiers, de publications, etc... Il était pratiquement impossible de s'y mouvoir".

Gallois revint à Paris en 1941 et, à son retour, envoya un rapport détaillé à Phelan à Montréal. Visiblement, il avait été impressionné par les efforts scrupuleux de Mlle Morel pour conserver des relations extérieures, maintenir les ventes de publications, de même que pour fournir des informations pertinentes sur les questions concernant l'OIT, aidée par sa bonne connaissance du sujet. Il avait vérifié les comptes et estimé que les dépenses de 1942 - 52.530 F (contre 340.700 F autrefois) - seraient en partie couvertes par les ventes de publications. Un emploi avait été trouvé pour M. Néel dont le contrat fut donc interrompu le 1er septembre 1941, et l'on espérait en trouver un pour Mme Decz. En conséquence, Mlle Rommel demeurait la seule fonctionnaire du Bureau de Paris. Gallois demandait à Phelan s'il fallait mettre fin aux dernières activités restantes. La réaction de Phelan n'est pas connue (sa réponse n'est pas au dossier) mais Mlle Rommel fut autorisée à poursuivre sa tâche. Elle parvint même, de

décembre 1941 à juin 1942, à reprendre l'envoi au siège du BIT de rapports mensuels sur la situation sociale en France, interrompu en juillet 1939.

Peu après la visite de Gallois, Mlle Rommel parvint à trouver au Service régional des Assurances sociales un emploi pour Mme Decz à compter du 1er décembre 1941. Celle-ci, dans une charmante lettre écrite la semaine suivante, raconta combien son nouveau travail de dactylographe lui plaisait, bien que le bruit de quinze machines à écrire dans la pièce fut "infernale" !

A partir de 1942, les communications entre Paris et Genève devinrent de plus en plus difficiles. Un échange de correspondances, bien que très lent, était encore maintenue par le truchement des "cartes inter-zones". Gallois, à Genève, ne pouvait que difficilement obtenir une image claire de ce qui se passait à Paris. Comme il l'a écrit: "Les communications sont longues et difficiles, mais nous ne désespérons pas d'aboutir pour peu que nous nous armions de patience".

Les prix, à Paris, augmentant rapidement, la situation personnelle de Mlle Rommel devint bientôt précaire. En juillet 1943, elle fit valoir que son salaire était resté pratiquement inchangé depuis la guerre, bien que ceux de la fonction publique en France avaient été augmentés à plusieurs reprises. Elle ne pouvait plus vivre sur son salaire et devait, pour ses besoins quotidiens, puiser dans ses maigres économies. Elle demandait si son salaire ne pourrait être assimilé à celui des fonctionnaires des ministères français de même grade (Sous-chef de Bureau), qui était de 50% plus élevé. Gallois avait précédemment attiré l'attention sur ce problème, mais, bien que le chef de la Section administrative, Max de Sallis, ainsi que le Comité de l'Administration intérieure aient appuyé une proposition d'ajuster son salaire et de lui octroyer une indemnité pour compenser le travail effectué à la maison, Phelan décida "qu'il serait politiquement malavisé de modifier pour le moment les arrangements existants".

La guerre se poursuivait et Paris fut bombardé, mais Mlle Rommel put faire savoir qu'elle était saine et sauve. Les seules ressources dont elle disposait venaient de la vente des publications, qu'elle souhaitait ardemment promouvoir. Le résultat fut remarquable: elle enregistra en 1942 une recette de 48.696,50 F en 1942, et en 1943 104.226,95 F. En regard, les dépenses furent, en 1942 et en 1943, respectivement, de 86.117,70 F et de 62.640 F. Son autre sujet de préoccupation était de garder le contact avec d'anciens fonctionnaires (Camille Pône, Robert Disnier et d'autres encore) ainsi qu'avec Nixon, qui commençait à se sentir terriblement déprimé dans son camp d'internement. En octobre 1943, il écrivit: "Je suis heureux de pouvoir dire que je suis en excellente santé, bien que cette vie me déprime au delà de toute expression. Mlle Rommel a été une amie admirable qui m'a rendu visite tous les quinze jours pendant plus de trois ans".

Mi-août 1944 les Alliés approchaient de Paris, déclenchant la grève générale et l'insurrection armée. Après de durs combats, la capitale fut libérée le 25 août et, le jour suivant, le Général de Gaulle, entouré des membres du gouvernement en exil et du Conseil national de la Résistance, se rendit à Notre-Dame pour une cérémonie d'action de grâce. Adrien Tixier, ancien Sous-directeur du BIT fut nommé ministre de l'Intérieur le 9 septembre. Fervent "supporter" du BIT, son soutien se poursuivra sans faille jusqu'à sa mort prématurée, en 1946.

Dès que cela fut possible, Mlle Rommel reprit possession des bureaux du BIT, boulevard Saint-Germain. Les locaux avaient souffert de l'occupation. Les étagères de la bibliothèque étaient vides; la moitié des sièges et des fenêtres étaient brisées; une porte avait été criblée de

balles; une machine à écrire avait disparu dans le sillage d'effets personnels appartenant à des fonctionnaires. Toutefois, la plupart des meubles étaient restés en place et les livres cachés dans la cave n'avaient pas été touchés. Dossiers et publications du Bureau avaient été emportés le 25 mai 1944 par le Front national allemand du Travail. Les Allemands n'ayant pas eu le temps de les emporter, on les retrouva après leur départ "dans un désordre indescriptible" dans l'immeuble du Comité franco-américain.

Mlle Rommel écrivit à Gallois, à Genève, décrivant la situation et attirant l'attention sur les difficultés financières qu'elle rencontrait et demandant la permission "d'engager Mlle Péné sur une base temporaire ainsi qu'une femme de ménage, "personnel masculin" (sic). Il y aura beaucoup de travail pour remettre en place dossiers et publications. Il me faudra aussi prendre contact avec les nouveaux ministères (et) la presse nouvelle". Elle demandait aussi d'être approvisionnée en publications récentes.

De Montréal, Phelan écrivit à Mlle Rommel, lui demandant d'évaluer la situation, de dire en particulier si l'état des locaux était satisfaisant et, dans le cas contraire, d'en trouver d'autres. Il soulevait également la question des finances, l'approvisionnement en publications et lui demandait de prendre d'urgence contact avec Tixier et Parodi, ainsi qu'avec le ministère du travail.

Par l'entremise de Tixier, le 25 octobre 1944, Mlle Rommel envoya directement, pour la première fois, un rapport à Phelan. En quatre pages elle décrit le travail du Bureau depuis le début de l'Occupation en 1940, le succès de ses efforts pour maintenir des contacts utiles et continuer, depuis son domicile, à vendre des publications. Elle lui demandait également quelles étaient ses intentions quant à l'organisation future du Bureau de Paris, la désignation éventuelle d'un nouveau directeur et la réintégration des fonctionnaires dont le contrat avait été interrompu (Mme Decz et M. Néel). Elle terminait sa lettre en affirmant: "le maintien du Bureau de Paris malgré les Allemands me semble avoir été utile".

Nixon fut libéré le 25 août 1944, profondément heureux de retrouver sa famille en Angleterre. Il n'avait pas oublié les attentions dont Mlle Rommel l'avait entouré pendant sa détention et, dans une lettre à Phelan, lui rappela la dette contractée par le BIT envers elle pour son travail, tout au long de l'occupation allemande. Il écrivit, entre autres, "Pendant cette période, Mlle Rommel fit survivre le Bureau dans son appartement: une chambre et une cuisine. Dans ces conditions il me semble que ce serait un beau geste que de lui allouer une allocation couvrant son loyer pendant la période où son appartement fut utilisé pour les besoins du Bureau de Paris. Mlle Rommel ne me l'a pas suggéré et je fais cette proposition de ma propre initiative".

Le Bureau de Paris avait besoin d'un sérieux coup de main pour se retrouver en état de poursuivre ses activités. Mlle Péné fut réintégrée le 1er septembre et, par la suite, M. Lebrun et Mlle Thomas y furent employés sous contrat de courte durée. Le messenger, M. Néel fut réengagé et, le 1er février 1945, Mme Decz retrouva son poste. La fin de la guerre étant proche, Mlle Rommel prit le temps de s'occuper de ses affaires personnelles. le 21 décembre 1944 elle épousa M. Julien Morel, devenant désormais Mme Morel.

Il semble alors que le BIT, à Montréal, prit mieux conscience du rôle joué par le Bureau de Paris pendant l'occupation. Le 16 novembre, Phelan envoya à Mlle Rommel un télégramme pour la féliciter de son dévouement et lui promettant une promotion ainsi qu'une indemnité pour l'utilisation de son appartement. Cette communication fut suivie par une lettre de Max de Salis demandant des précisions sur son salaire du moment ainsi que sur le loyer de son

appartement. Sur la base de ces informations, le Comité central permanent (ancêtre de la Commission administrative), fit les recommandations suivantes: a) Mme Morel devrait être promue, par assimilation, à la catégorie de Chef de Bureau de deuxième classe, au salaire annuel de 180.000 francs français (équivalent de US\$ 3.600); et b) Mme Morel devrait recevoir une somme de 30.000 francs français, à titre d'indemnité spéciale pour services exceptionnels rendus au BIT pendant l'occupation et en compensation de l'utilisation de son appartement au service du BIT pendant cette période.

La décision de Phelan fut prise le 21 avril 1945. Tout en approuvant la recommandation concernant la promotion de Mme Morel, il "ne pouvait approuver la proposition de lui allouer une somme de 30.000 francs français représentant à la fois une rémunération spéciale pour les services qu'elle avait rendus et une compensation pour l'utilisation de son appartement au service du BIT. Toutefois il décidait de lui allouer une somme de 12.000 francs français représentant quatre années du loyer de son appartement qui avait été utilisé pour les besoins du BIT pendant cette période". Comme l'a dit le Dr Johnson: "le mérite est récompensé bien plus mesquinement qu'il n'est reconnu".

Mme Morel - jusqu'alors connue sous le nom de Mlle Rommel - continua d'avoir la responsabilité du Bureau de Paris jusqu'à la nomination par David Morse, le 1er septembre 1949, de Mme Augusta Jouhaux aux fonctions de Directeur du Bureau de correspondance. Pendant quarante trois ans Mme Morel avait travaillé avec dévouement à la poursuite des idéaux de l'Organisation et ses anciens collègues s'en souviennent encore pour sa serviabilité et sa compétence. Elle prit sa retraite en juillet 1963, à l'âge de 65 ans. Après avoir tenu, en septembre suivant, à assurer la mise au courant de son successeur (notre ancien collègue J.-J. Chevron, qui venait d'être recruté par le BIT), elle ne devait jamais revenir au Bureau de Paris. Elle mourut le 15 mars 1979.

L'auteur de cet article qui s'est appuyé sur des éléments qui figurent aux Archives du BIT remercie M. Remo BECCI, archiviste, de son aide, et M. J.-J. Chevron pour la traduction en français.

L'Association d'Etude et de Documentation Sociales, - (74, Rue de l'Université à Paris (7ème) dirigée par Albert THOMAS - abrita, dès l'élection de celui-ci au poste de Premier Directeur du BIT, les bureaux du Bureau de correspondance du BIT en France. Le 13 octobre 1920, ils furent transférés, au 13 rue Laborde dans le 8ème arrondissement de Paris, puis le 15 avril 1932, au 205, boulevard Saint-Germain dans le 7ème arrondissement. En 1991, les Bureaux du BIT s'installent dans l'immeuble des délégations auprès de l'UNESCO, au N°1, rue Miollis dans le 15ème arrondissement, qu'ils quitteront en janvier 2003, pour se fixer au : 98, rue de Sèvres (Paris 7ème) .